

A Port-Louis, le 7 mai 2025

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### MAURICE : LES ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS S'ATTÈLENT À LA GESTION DES RISQUES CÔTIERS

Face à la menace grandissante de l'érosion et de la submersion côtière à Maurice, acteurs publics et privés se sont réunis ce 7 mai 2025 à l'Hôtel Voilà Bagatelle pour une conférence cruciale. Organisée par le Ministère de l'Environnement, l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE), en partenariat avec Business Mauritius et la société civile, cette rencontre a permis d'établir un état des lieux et d'envisager des perspectives pour une gestion intégrée des risques côtiers, avec l'éclairage d'experts internationaux.

Pour tous ceux qui fréquentent les plages et les côtes du pays, il est de plus en plus évident que l'érosion côtière et la submersion constituent une menace grandissante. A Maurice, 17% des plages sont déjà soumises à l'érosion, et ce chiffre augmente progressivement, du fait de certains choix de gestion côtière inadaptés et des conséquences du changement climatique. Les enjeux d'adaptation des territoires littoraux vulnérables revêtent une importance particulière pour l'ensemble du secteur du tourisme et des loisirs associés à la côte, mais aussi plus généralement pour le bien-être et l'identité culturelle des Mauriciens.

De nombreuses études ont été réalisées afin de mieux qualifier les dynamiques en œuvre, et de nombreuses actions de lutte contre l'érosion sont mises en place, aussi bien par le gouvernement sur les plages publiques et autres, que par les propriétaires privés de terrain sur le littoral à vocation résidentielle ou touristique. La complexité de ce défi nécessite un cadre stratégique, dans lequel coordonner les approches de tous les acteurs concernés, publics, privés, associatifs et scientifiques ; accroître et diffuser les connaissances scientifiques et techniques ; identifier les alternatives de financement ; et développer des solutions consensuelles et adaptées à chaque situation, en combinant les solutions fondées sur la nature, les infrastructures grises, le retrait stratégique des bâtiments, etc, selon le cas.

C'est dans ce but de réflexion stratégique collective, que le Ministère de l'Environnement, l'AFD et l'UE, en partenariat avec Business Mauritius et la société civile ont organisé cette conférence « *La Gestion des Risques Côtiers : Etat des Lieux et Perspectives* ».

En facilitant les échanges entre toutes les parties prenantes, cet événement a permis de renforcer la coopération et d'accélérer la transition vers une gestion intégrée du littoral, capable de concilier les enjeux environnementaux, économiques et sociaux, et de développer la résilience des territoires côtiers face au changement climatique. La participation d'experts internationaux, dont l'institut BRGM (Bureau de Recherche en Géologie minière) qui a présenté une analyse complète de la vulnérabilité de l'ensemble des littoraux mauriciens et rodriguais à l'érosion et à la submersion sur financement AFD, a contribué à actualiser les connaissances scientifiques et à enrichir le débat avec les expériences d'autres régions.

« **Citation** » a déclaré le Ministre de l'Environnement, M. Bhagwan.

L'ambassadeur de la Délégation de l'UE auprès de Maurice, M. Oskar Benedikt a rappelé qu'il est *«conscient que Maurice est face à des choix importants en matière de développement durable de ses côtes, et que l'UE restera un partenaire fiable pour accompagner la stratégie d'adaptation du pays face au changement climatique ».*

La directrice de l'AFD, Mme Laëtitia Habchi a quant à elle, précisé : *« Protéger le littoral mauricien, c'est protéger une richesse naturelle, économique et culturelle essentielle pour les générations présentes et futures. Ce cycle de deux conférences ambitionne de soutenir une réflexion stratégique globale, en favorisant un dialogue constructif entre tous les acteurs. Face aux risques accrus liés au changement climatique, il est essentiel de s'appuyer en priorité sur les fonctionnalités des écosystèmes pour préserver l'authenticité et le caractère naturel des sites qui font la réputation de Maurice sur le plan international et sont essentiels au bien-être de ses habitants. L'AFD est pleinement engagée aux côtés de l'UE, du gouvernement mauricien, du secteur privé et de la société civile pour accompagner cette transition, en s'appuyant sur la science, la concertation et des modalités de gestion adaptées à chaque territoire. »*

Pour Kevin Ramkaloan, CEO de Business Mauritius, *« Ce partenariat stratégique entre le secteur public, le secteur privé et les institutions financières de développement (DFIs) est fondamental pour répondre efficacement aux défis pressants de l'adaptation climatique à Maurice. En tant que petit État insulaire, notre vulnérabilité face aux risques côtiers est une réalité que nous devons adresser collectivement et avec urgence. Cette collaboration tripartite est essentielle pour mobiliser l'expertise et les ressources nécessaires, créant ainsi des opportunités pour nos entreprises. »* a-t-il précisé.

Cette première conférence a permis d'identifier certains domaines prioritaires pour ébaucher une stratégie nationale de gestion des risques côtiers, dont : le partage des connaissances, les alternatives techniques durables, une gouvernance coordonnée et inclusive, ou la mobilisation de financements durables.

**Une deuxième étape de cette conférence est prévue fin juin 2025, avec pour objectif non seulement d'explorer des solutions techniques et financières, mais aussi de poser les bases d'un engagement commun entre les acteurs publics, privés et de la société civile.** Cette démarche visera notamment à structurer un cadre de gouvernance partagé, à définir des mécanismes de financement adaptés, et à renforcer la transparence et la coordination des actions sur l'ensemble du territoire littoral mauricien.

---

### **À Propos de Business Mauritius**

Business Mauritius est l'organisation faîtière du secteur privé mauricien, représentant plus de 1200 entreprises locales de neuf secteurs économiques clés. En tant que porte-parole du monde des affaires, Business Mauritius a pour mission de favoriser un environnement commercial propice à travers un dialogue public-privé constructif sur des questions stratégiques d'importance nationale. L'organisation s'engage à soutenir le développement économique, à promouvoir un capital social fort et à encourager une croissance durable et inclusive pour le bénéfice de ses membres, de la communauté et de la nation mauricienne dans son ensemble.

### **À propos de l'Agence Française de Développement**

L'Agence française de développement (AFD) contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière d'investissement durable et de solidarité à l'international. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions durables, avec et pour les populations. Nos équipes sont engagées dans plus de 2 700 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, et plus de 115 pays, pour le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, ou encore la santé mondiale. En complémentarité avec Proparco et Expertise France, l'AFD contribue ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

Du côté des autres, pour un monde en commun.

[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

### **À propos de l'Union européenne**

L'Union Européenne, (avec ses 27 Etats), est un partenaire global pour l'Agenda 2030 des Nations Unies et les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et est le principal bailleur en termes d'Aide Publique au Développement (43% en 2022).

Depuis 2021, l'UE déploie sa stratégie «Global Gateway», qui contribue à avancer sur certains ODM liés aux investissements dans les domaines du climat, l'énergie, la digitalisation, le transport, l'éducation et la santé.

Depuis plus de 50 ans, l'UE est un partenaire fiable de la République de Maurice, en termes de relations politiques, de commerce (Accord de Partenariat Economique), de pêche (Accord de Partenariat de Pêche Durable), d'intégration régionale (soutien à la Commission de l'Océan Indien, COMESA, SADC et l'Union Africaine), et en termes de coopération technique et financière pour le développement durable du pays.

Pour la période 2021–27, les secteurs prioritaires à Maurice sont la résilience climatique, la protection de l'environnement et la gouvernance. A cela s'ajoute les programmes de coopération en matière de recherche (Horizon Europe), d'éducation supérieure (Erasmus Mundus), de la société civile et des droits humains, ainsi que le renforcement des liens entre Maurice et la Région Réunion (via le programme Interreg de l'UE).

Via sa stratégie Global Gateway, à Maurice l'UE travaille sur des initiatives conjointes « Equipe Europe » (avec AFD et BEI), ainsi qu'avec d'autres partenaires comme la Banque Mondiale pour le Programme de modernisation de l'aéroport de Rodrigues. Des options d'investissements notamment dans les domaines de l'eau, de l'énergie, de la gestion littorale, et autres sont en train d'être explorés.

[Délégation de l'Union européenne](#) / [Global Gateway](#)

### **Contacts :**

AFD : [oudins@afd.fr](mailto:oudins@afd.fr)

UE : [Corinne.Paya@eeas.europa.eu](mailto:Corinne.Paya@eeas.europa.eu)

BM : [v.pillay@businessmauritius.org](mailto:v.pillay@businessmauritius.org)